



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
- TPSGC**

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

11 Laurier St., 11, rue Laurier

Gatineau

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Business Transformation and Systems Integration
Service/Division de transformation des opérations et
d'intégrat

Special Procurement Initiative Dir

Dir. des initiatives spéciales

d'approvisionnement

11 Laurier, Place du Portage III

12C1

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Title - Sujet Bureau du programme de transformati	
Solicitation No. - N° de l'invitation G9292-188396/B	Amendment No. - N° modif. 010
Client Reference No. - N° de référence du client G9292-188396	Date 2017-09-04
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$XE-677-31557	
File No. - N° de dossier 677xe.G9292-188396	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2017-09-11	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Chow, Mejuine	Buyer Id - Id de l'acheteur 677xe
Telephone No. - N° de téléphone (819) 420-0333 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Demande de propositions (DP)

Modification : 010

Cette modification 010 à la DP a pour but de:

- A) Préciser les modifications apportées à la DP.
- B) Répondre aux questions relatives à la DP.

(A) CHANGEMENTS

Changement: 29

À la Pièce jointe 1 de la Partie 4 (p.4 de 47),

SUPPRIMER: 2.2.1.2 Pour les critères E-O1 OU E-O2, l'un des projets cités en référence doit être pour un important programme de transfert de droit, de prestations ou d'impôt destiné au public (par opposition aux programmes de délivrance de permis).

INSÉRER: 2.2.1.2 Pour les critères E-O1 OU E-O2, l'un des projets cités en référence doit être pour un important programme de transfert de droit, de prestations ou d'impôt destiné au public (par opposition aux programmes de délivrance de permis) provenant du secteur public ou du secteur privé.

Changement : 30

À la section A-1.2 de l'annexe A – Énoncé des travaux :

SUPPRIMER : d. Ateliers des groupes d'experts de l'industrie (jalón/livable no. 4) – environ 2 par année ou plus

- i. Présenter des documents d'exposé.
- ii. Présenter l'agenda.
- iii. Faire un compte-rendu des discussions.

L'entrepreneur donnera les ateliers des groupes d'experts de l'industrie aux dates qui seront déterminées dans la version approuvée par le chargé de projet du plan de projet définitif.

INSÉRER : d. Ateliers des groupes d'experts de l'industrie (jalón/livable no. 4) – environ 2 par année ou plus

- i. Présenter des documents d'exposé.
- ii. Présenter l'agenda.
- iii. Faire un compte-rendu des discussions.

L'entrepreneur donnera les ateliers des groupes d'experts de l'industrie aux dates qui seront déterminées dans la version approuvée par le chargé de projet du plan de projet définitif.

Le groupe d'experts du secteur est considéré comme une augmentation de l'effectif de l'équipe de direction. Bien qu'on prévoie que les ressources de l'équipe de direction participeront au groupe d'experts, on s'attend également à ce que l'entrepreneur tire profit de ces ressources supplémentaires dans sa pratique commerciale mondiale, comme requis.

Changement: 31

À la Pièce jointe 1 de la Partie 4,

Sous le critère **GPÉD-CP1** (p.40 de 47),

SUPPRIMER : 2. Supervision de plusieurs projets au sein d'un programme;

INSÉRER : 2. Supervision de plusieurs sous-projets, ou lots de travail, au sein d'un projet;

Sous le critère **GVÉD-CP1** (p.42 de 47),

SUPPRIMER : 2. Supervision de la gestion de la valeur pour plusieurs projets au sein d'un programme.

INSÉRER : 2. Supervision de la gestion de la valeur pour plusieurs sous-projets, ou lots de travail, au sein d'un projet.

Sous le critère **SAÉD-CP1** (p.43 de 47),

SUPPRIMER : 2. Supervision du soutien de l'approvisionnement pour plusieurs projets au sein d'un programme;

INSÉRER : 2. Supervision du soutien de l'approvisionnement pour plusieurs sous-projets, ou lots de travail, au sein d'un projet;

Sous le critère **TAÉD-CP1** (p.45 de 47),

SUPPRIMER : 2. Supervision de la technologie et de l'architecture pour plusieurs projets au sein d'un programme.

INSÉRER : 2. Supervision de la technologie et de l'architecture pour plusieurs sous-projets, ou lots de travail, au sein d'un projet.

Sous le critère **GCÉD-CP1** (p.47 de 47),

SUPPRIMER : 2. Supervision de la gestion du changement pour plusieurs projets au sein d'un programme.

INSÉRER : 2. Supervision de la gestion du changement pour plusieurs sous-projets, ou lots de travail, au sein d'un projet.

Changement: 32

À la Pièce jointe 1 de la Partie 4, sous le critère **TAÉD-CP1** (p.45 de 47),

- SUPPRIMER:**
1. Soutien à la sélection à la mise en œuvre de produits technologiques commerciaux et de stratégies de services pour les contrats dont la valeur estimative dépasse 100 millions de dollars; et
 2. Supervision de la technologie et de l'architecture pour plusieurs sous-projets, ou lots de travail, au sein d'un projet.

Le soumissionnaire peut prouver cette expérience à l'aide des mêmes projets cités en référence en réponse à d'autres critères techniques cotés par points.

Chacun des projets cités en référence doit :

- (a) Être pour un client indépendant du soumissionnaire qui ne compte pas parmi ses affiliés;
- (b) Avoir duré au minimum 12 mois;

Solicitation No. - N° de l'invitation
G9292-188396/B

Amd. No. - N° de la modification
010

Buyer ID - Id de l'acheteur
677xe

- (c) Prouver que le projet a été achevé ou achevé substantiellement* au cours des cinq ans précédant la date de clôture des soumissions de la présente DP (Invitation #G9292-188396/B); et
- (d) Avoir une valeur totale d'au moins 100 millions de dollars (dollars canadiens; le montant en devise sera basé sur le taux de change indiqué par la Banque du Canada à la date de clôture des soumissions).

INSÉRER:

- 1. Soutien à la sélection à la mise en œuvre de produits technologiques commerciaux et de stratégies de services pour les projets dont la valeur estimative dépasse 100 millions de dollars; et
- 2. Supervision de la technologie et de l'architecture pour plusieurs sous-projets, ou lots de travail, au sein d'un projet.

Le soumissionnaire peut prouver cette expérience à l'aide des mêmes projets cités en référence en réponse à d'autres critères techniques cotés par points.

Chacun des projets cités en référence doit :

- (a) Être pour un client indépendant du soumissionnaire qui ne compte pas parmi ses affiliés;
- (b) Avoir duré au minimum 12 mois;
- (c) Prouver que le projet a été achevé ou achevé substantiellement* au cours des cinq ans précédant la date de clôture des soumissions de la présente DP (Invitation #G9292-188396/B); et
- (d) Avoir une valeur totale d'au moins 100 millions de dollars (dollars canadiens; le montant en devise sera basé sur le taux de change indiqué par la Banque du Canada à la date de clôture des soumissions).

À la Pièce jointe 1 de la Partie 4, sous le critère **SAÉD-CP1** (p.43 de 47),

SUPPRIMER:

- 1. Développer et exécuter des stratégies d'approvisionnement pour les contrats dont la valeur estimative dépasse 100 millions de dollars;
- 2. Supervision du soutien de l'approvisionnement pour plusieurs sous-projets, ou lots de travail, au sein d'un projet;
- 3. Mener des analyses d'option de plusieurs approches d'approvisionnement et faire des recommandations sur les contrats selon des expériences antérieures, les leçons apprises et les meilleures pratiques;
- 4. Établir une fonction de surveillance de la gestion des fournisseurs;
- 5. Mise en œuvre des mesures du rendement pour les fournisseurs; et
- 6. Fournir des conseils et de l'expertise pour structurer et négocier des contrats.

INSÉRER:

- 1. Développer et exécuter des stratégies d'approvisionnement pour les projets dont la valeur estimative dépasse 100 millions de dollars;
- 2. Supervision du soutien de l'approvisionnement pour plusieurs sous-projets, ou lots de travail, au sein d'un projet;
- 3. Mener des analyses d'option de plusieurs approches d'approvisionnement et faire des recommandations sur les projets selon des expériences antérieures, les leçons apprises et les meilleures pratiques;
- 4. Établir une fonction de surveillance de la gestion des fournisseurs;
- 5. Mise en œuvre des mesures du rendement pour les fournisseurs; et
- 6. Fournir des conseils et de l'expertise pour structurer et négocier des contrats.

Changement : 33

Aucune modification à la version française.

(B) QUESTIONS

Question: 45

Au point 3 de l'annexe H (p.4 de 19), à la suite de MMQ.1, il est entendu qu'il faut s'assurer que l'expérience de l'équipe qui aidera le Canada dans le cadre de ce projet important soit appropriée. Toutefois, dans la plupart des sociétés d'experts-conseils dotées du type d'expérience mondiale et de connaissances de base que le Canada recherche, une ressource qui possède cinq années d'expérience sur un sujet donné au cours des huit (8) dernières années serait l'équivalent d'un gestionnaire ou plus. Il n'est pas réaliste de s'attendre à ce que le gros du travail soit assuré par des ressources d'un niveau de gestionnaire, et ce ne serait pas non plus rentable pour EDSC.

Le Canada peut-il envisager de rehausser les exigences relatives à l'expérience pour les ressources de niveau 1? Si les ressources de niveau 1 sont guidées par des ressources sur place ou hors site qui ont plus d'expérience, elles devraient être en mesure de réaliser un travail de grande qualité qui répondra aux exigences d'EDSC en la matière.

Réponse: 45

La DP est modifiée à la Modification 009 afin d'inclure des ressources de niveau junior (Jr.), avec un minimum d'un an d'expérience.

Veillez consulter les Changements n° 24, 25 et 26 se trouvant à la Modification 009.

Question: 46

Dans la lettre d'intérêt du MVP, le Canada a indiqué qu'un processus de mobilisation du secteur était prévu pour le compte électronique, et que le MVP mettrait à profit cette solution ministérielle. On peut s'attendre à ce que des mobilisations comparables des citoyens ou du secteur soient nécessaires pour donner corps à la lettre d'intérêt pour la mise en œuvre de la solution du MVP. Le Canada n'a pas prévu de coûts pour ces mobilisations (p. ex., recrutement, honoraires, installations, etc.). Le Canada permettra-t-il aux soumissionnaires de relever les dépenses liées à la stratégie de mobilisation des citoyens, aux frais du Canada, dépenses qui devraient être nécessaires pour réaliser les travaux liés au BPT pendant la période contractuelle (maximum de 8,5 ans, périodes d'option comprises)?

Réponse: 46

Tel qu'il est stipulé à l'annexe A – Énoncé des travaux, l'article C-1.6, il est prévu que l'entrepreneur doit fournir une expertise qui appuiera la réalisation des activités de mobilisation des citoyens pour la MVP d'EDSC. Le remboursement de coûts directs qui excèdent les coûts liés aux activités normales du contrat, réclamés par le fournisseur seront négociés par le processus d'AT, à la discrétion du Canada et sans marge de profit.

Question: 47

À la Pièce jointe 1 de la partie 4, l'exigence technique 2.2.1.2 (p. 4 de 47) indique que, pour les critères E-O1 ou E-O2, « l'un des projets cités en référence doit être pour un important programme de transfert de droit, de prestations ou d'impôt destiné au public (par opposition aux programmes de délivrance de permis). » Le Canada peut-il confirmer que ce projet cité en référence peut provenir du secteur public comme du secteur privé, pour autant qu'il satisfasse aux critères décrits au point 2.2.1.2?

Réponse: 47

Le Canada confirme que les projets cités en référence décrits dans le critère technique obligatoire pour l'entreprise 2.2.1.2 peuvent provenir du secteur public ou du secteur privé.

Veillez consulter le Changement n° 29.

Question: 48

Quelle est l'attente générale quant à la présence sur place à EDSC en nombre de jours par semaine pour chaque type de rôle défini dans les exigences obligatoires prévues à la Pièce jointe 1 de la partie 4, paragraphes 2.2.2 à 2.2.4?

Réponse: 48

Les ressources de l'équipe de direction doivent être disponibles, au besoin, pour répondre aux exigences de la section A de l'annexe A, Énoncé des travaux.

Le Canada s'attend à ce que le gestionnaire de programme soit disponible et sur place à Emploi et Développement social Canada (EDSC) à temps plein ou presque. On s'attend à ce que tous les autres membres de l'équipe de direction soient régulièrement disponibles et sur place en moyenne 2 à 3 jours par mois pendant la période initiale du contrat.

Le Canada reconnaît qu'il peut y avoir certaines périodes d'activité accrue et d'autres moins occupées qui seront dictées par le plan de projet de l'entrepreneur à soumettre à titre de jalon/livraison no 2.

Question: 49

Le Canada peut-il confirmer que le groupe d'experts de l'industrie est considéré comme une augmentation de l'effectif de l'équipe de direction ou bien peut-il être formé de membres de l'équipe de direction?

Réponse: 49

La réponse est divisée en deux parties. À section A – Équipe de direction de l'annexe A, le Canada a exprimé ses attentes en ce qui a trait à la présence sur place des cadres et à leur participation générale aux réunions et aux séances d'information tenues à leur intention.

Le groupe d'experts est considéré comme un « livrable » indiqué dans la section A-1.2 de l'annexe A – Énoncé des travaux, et comme une augmentation de l'effectif de l'équipe de direction. Le Canada n'oblige pas les membres du groupe d'experts à se présenter dans la région de la capitale nationale. Il existe d'autres méthodes pour rassembler les experts du groupe, qui seront utilisées au besoin. Suite à la Question et Réponse #22 de la Modification 006, le Canada n'est pas responsable des coûts de déplacement des membres de l'équipe de direction ou du groupe d'experts.

Veillez consulter la modification n° 30.

Question: 50

En ce qui a trait aux ressources proposées pour l'équipe de direction, à la Pièce jointe 1 de la partie 4, on demande aux soumissionnaires de fournir des renseignements sur une personne-ressource du client (nom de l'organisation, nom de la personne-ressource, adresse courriel, numéro de téléphone) pour chaque projet cité en référence. Puisque ces projets cités en référence ont été exécutés au cours des 15 à 18 dernières années et que bon nombre de ces personnes ont fait la transition vers de nouvelles organisations, ont pris leur retraite ou sont décédées, le Canada envisagerait-il de modifier l'exigence quant aux renseignements sur une personne-ressource du client pour qu'elle s'applique uniquement aux projets cités en référence exécutés dans les cinq dernières années?

Réponse: 50

Conformément à la section 4.2.4 de la DP, le soumissionnaire est tenu de fournir une personne-ressource du client pour chaque projet cité dans la soumission. Il incombe au soumissionnaire de confirmer à l'avance que la personne-ressource de son client agissant comme référence de projet sera disponible pour fournir une réponse et qu'elle est disposée à fournir une référence.

Le Canada reconnaît que les personnes-ressources originales des clients pour des projets antérieurs puissent ne pas être disponibles; cependant, aux fins d'évaluation, les soumissionnaires sont tenus de fournir une personne-ressource du client qui peut vérifier et confirmer les renseignements fournis par le soumissionnaire dans sa soumission.

Question: 51

Veuillez préciser si le niveau d'effort indiqué dans le Formulaire 3 – Partie « B » de la Partie 4 pour la période initiale du contrat est représentatif de l'effort requis pour a) pour livrer les jalons/livrables de l'équipe de direction décrits à l'Annexe B – Barème de prix (p. 2 de 7) ou b) livrer les travaux devant être réalisés pendant la période initiale du contrat dépassant l'effort requis pour livrer les produits livrables définis?

Réponse: 51

Le niveau d'effort estimatif figurant dans le Formulaire 3 – Partie « B » de la Partie 4 est présenté à des fins d'évaluation seulement et ne fera pas partie du contrat subséquent. Il repose sur les meilleures estimations actuelles pour l'achèvement des travaux indiqués à l'Annexe A – EDT, Section A – Équipe de direction, pour lesquelles des prix fermes fixes ont été alloués conformément aux tableaux 1 et 2 de l'Annexe B – Barème de prix.

L'inclusion de ces données dans la DP ne représente pas un engagement de la part du Canada. Bien que les coûts de l'équipe de direction soient couverts par les fonds alloués, les niveaux d'effort pour les ressources de l'équipe de direction ont été inclus dans la période du contrat initial (colonne B) du Formulaire 3 pour maintenir l'intégrité de la feuille de calcul d'évaluation.

Question: 52

Le Canada peut-il confirmer si les compétences du directeur de projet ont été structurées de manière à cibler une personne ou une entreprise en particulier.

Réponse: 52

La structure de l'ensemble de compétences déterminée pour les ressources de l'équipe de direction, y compris le directeur de projet, découle des besoins du Canada et n'a pas été élaborée pour cibler une personne ni une entreprise en particulier.

Question: 53

Étant donné qu'il est question d'un programme de services sociaux, nous estimons que l'expérience, tant de l'entreprise ou du soumissionnaire que de l'équipe ou de la ressource, devrait porter sur des projets de transformation de services sociaux.

Le Canada envisagera-t-il d'ajouter cette exigence?

- Aux pages 13 et 14 de 47, aux critères DPÉD O1 et O2, nous recommandons de remplacer « qui soutiennent des projets de transformation des opérations et de la TI » par « qui soutiennent des projets de transformation des services sociaux ».

À la page 15 de 47, au critère DPÉD O3, nous recommandons de remplacer « important projet de transformation de la TI et des opérations » par « important projet de transformation des services sociaux ».

Réponse: 53

Le Canada recherche une entreprise possédant une importante expérience en matière de transformation de la TI et des opérations. Il existe de nombreux exemples de transformation du versement des prestations, hors du domaine social, qui constitueraient une expérience pertinente et applicable. Le soumissionnaire doit faire référence à l'expérience (ou aux expériences) qu'il juge la (les) plus pertinente(s) et applicable(s) pour satisfaire aux exigences décrites dans l'énoncé des travaux.

Les critères obligatoires DPÉD O1, O2 et O3 demeureront donc inchangés.

Question: 54

À la Pièce jointe 1 de la Partie 4 (p. 26 et 21 de 47), les critères E-CP2.1 et SAÉD-O1 exigent tous deux une expérience dans les services de soutien à l'approvisionnement et de gestion de contrat. Bien que des conseillers aident fréquemment leurs clients en leur fournissant des services de gestion de l'approvisionnement et des fournisseurs, il est extrêmement rare qu'ils fournissent des services de gestion des contrats tels qu'ils sont décrits pour la catégorie de ressources H-12 de l'annexe H. De telles responsabilités sont généralement assumées à l'interne, car le fait de demander à un conseiller ou à un fournisseur de gérer les contrats d'autres fournisseurs peut créer trop de problèmes. Nous n'avons jamais entendu parler de contrats du GC pour lesquels la gestion contractuelle des fournisseurs est confiée en sous-traitance. Le Canada pourrait-il envisager de retirer l'exigence du critère SAÉD-O1 de se reporter au point sur les « Services de soutien à la gestion des contrats » définis pour la catégorie H12 de l'annexe H, et de retirer le point 3 « Conseils en gestion de contrat » du domaine clé 3 du critère E-CP2.1 (iii)?

Réponse: 54

Le rôle du responsable à l'approvisionnement ne sera pas de gérer les contrats d'autres fournisseurs, mais plutôt de fournir des conseils et des orientations à l'équipe de gestion des fournisseurs du GC.

Le critère SAÉD-O1 exige que le soumissionnaire démontre que les ressources possèdent de l'expérience dans au moins 50 % des services requis décrits pour la catégorie H12 *Spécialiste en approvisionnement et en contrats*. Cette exigence s'applique au cumul des Services de soutien à l'approvisionnement (points 1 à 8) et des Services de soutien à la gestion des contrats (points 1 à 6).

Le critère E-CP2.1 exige que le soumissionnaire démontre une expérience dans des domaines clés, notamment les stratégies d'approvisionnement, la préparation de documents d'invitation à soumissionner ou les conseils en gestion de contrats. Aucune expérience de la prestation de services de gestion de contrat n'est demandée.

Les critères E-CP2.1 et SAÉD-O1 demeureront donc inchangés.

Question: 55

Dans la pièce jointe 1 de la Partie 4, TAÉD-CP1 indique que le responsable de la technologie et de l'architecture proposé doit fournir un maximum de deux projets en référence. Chaque projet en référence doit de plus démontrer que le responsable de la technologie et de l'architecture fournisse « un aperçu de la technologie et de l'architecture pour divers projets d'un programme ». Parce qu'un projet ne peut être à la fois un programme, le Canada peut-il confirmer que les soumissionnaires doivent démontrer, pour chaque projet en référence, que le responsable de la technologie et de l'architecture a fourni « un aperçu de la technologie et de l'architecture pour divers sous-projets, ou lots de travail, d'un projet »?

Réponse: 55

Le Canada confirme que les soumissionnaires doivent démontrer, pour chaque projet en référence, que le membre de l'équipe de direction a supervisé plusieurs sous-projets, ou lots de travail, d'un projet.

Veillez consulter la modification n° 31.

Question: 56

À la Pièce jointe 1 de la partie 4, TAÉD-CP1 (p. 45 de 47), cette exigence est, en partie, la suivante :

1. *Soutien à la sélection à la mise en œuvre de produits technologiques commerciaux et de stratégies de services pour les contrats dont la valeur estimative dépasse 100 millions de dollars;*
2. *Supervision de la technologie et de l'architecture pour plusieurs sous-projets, ou lots de travail, au sein d'un projet.*

Le soumissionnaire peut prouver cette expérience à l'aide des mêmes projets cités en référence en réponse à d'autres critères techniques cotés par points.

Chacun des projets cités en référence doit :

- (a) *Être pour un client indépendant du soumissionnaire qui ne compte pas parmi ses affiliés;*
- (b) *Avoir duré au minimum 12 mois;*
- (c) *Prouver que le projet a été achevé ou achevé substantiellement* au cours des cinq ans précédant la date de clôture des soumissions de la présente DP (Invitation #G9292-188396/B);*
- (d) *Avoir une valeur totale d'au moins 100 millions de dollars (dollars canadiens; le montant en devise sera basé sur le taux de change indiqué par la Banque du Canada à la date de clôture des soumissions).*

Veuillez confirmer que le terme « contrats » mentionné au point 1 ci-dessus devrait être « projets », afin de garantir la cohérence avec la formulation présente dans le reste de cette exigence (p. ex. point d) et avec la terminologie utilisée dans les exigences relatives à l'équipe de direction. Veuillez noter que SAÉD-CP1 présente la même incohérence terminologique.

Réponse: 56

Le terme « projets » remplace le terme « contrats » dans la définition des projets de référence décrits dans TAÉD-CP1. Le terme « projets » remplace le terme « contrats » pour les points 1 et 3 du critère SAÉD-CP1. Le terme « contrats » demeure dans le point 6.

Veuillez consulter la modification n° 32.

Question: 57

À la Pièce jointe 1 de la Partie 4 (p.8 de 47), selon l'exigence E-O3 (a) stipulant l'obligation de fournir les renseignements du projet, y compris le « numéro de référence du contrat du client », le Canada peut-il confirmer que, de façon comparable à la modification 006, réponse 29, le « numéro de référence du contrat du client » représente la méthode de numérotation ou d'identification des projets présentés en référence dans le curriculum vitæ, et que les soumissionnaires n'ont pas à fournir les numéros de contrat réels de ces projets?

Réponse: 57

Le Canada confirme que le « numéro de référence du contrat du client » représente la méthode de numérotation ou d'identification des projets présentés en référence dans le curriculum vitæ. Les soumissionnaires ne sont pas tenus de fournir les numéros de contrats réels des projets en référence, mais peuvent tout de même les mentionner s'ils le souhaitent.

Question: 58

Vu le volume des demandes de référence, notre client demande si les clients potentiels peuvent communiquer avec le directeur de projet responsable, qui fera ensuite parvenir au Canada les renseignements requis pour la vérification des références. Le Canada pourrait-il confirmer que cette solution est acceptable?

Réponse: 58

Le Canada confirme qu'il est acceptable de nommer un directeur de projet ou une personne-ressource (nom et coordonnées), qui fera parvenir au Canada les renseignements requis pour la vérification des références. Veuillez consulter la section 4.2.4 de la DP pour en savoir plus sur la vérification des références.

Question: 59

Selon H-14.1 – Services requis pour le directeur de projet, à l'annexe H, les deux premiers services indiqués sont numérotés « 1 ». Le Canada peut-il confirmer que ces services devraient être numérotés séquentiellement, aux fins de référence dans le curriculum vitae du directeur de projet, de sorte que le nombre total de services requis pour la catégorie de ressources en question soit de 13 au lieu de 12?

Réponse: 59

Cette question, ainsi que la **modification n° 33**, ne s'applique qu'à la version anglaise.

***** TOUTES LES AUTRES CLAUSES & CONDITIONS DEMEURENT INCHANGÉES *****